



LETTRE OUVERTE AUX PRÉFETS DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES ET À FRANCE CHIMIE

Lyon, le 23 mars 2020,

À l'attention des représentants de l'État et des employeurs :

La France traverse une crise sanitaire sans précédent, les morts augmentent chaque jour, comme cela était malheureusement prévisible au vu de ce qui a pu se passer, ou se passe dans les autres pays du monde. A l'heure où le confinement reste nécessaire, les sites industriels notamment de la chimie tournent, pour certains à plein régime en effectif minimum, mettant en danger les travailleurs, mais aussi toute la population !

Comment d'un côté demander à la population de ne pas sortir et d'un autre envoyer au travail avec comme seul argument la santé financière de l'entreprise ! Que fait-on de celle des travailleurs et de leurs familles alors ?

Malgré toutes les précautions prises par toutes et tous, comment respecter les gestes barrières dans nos industries quand nous sommes 7, 8 ou 9 salariés voir plus, confinés en salle de contrôle ? D'autant que ces effectifs doublent lors des passations de consignes ! Comment et avec tous les efforts possibles désinfecter les cahiers, papiers que nous manipulons pour faire nos relevés à longueur de journée et de nuit ?

Nos industries pour la majorité sont classées SEVESO ! Les travailleurs en effectif minimum, vont travailler la boule au ventre, ils ne sont pas sereins, ils n'ont pas la tête à travailler et cela est normal dans le contexte actuel ! Malgré le professionnalisme de ces travailleurs comment évincer le risque industriel dû au surmenage et à la peur ? Quelles dispositions avons-nous en cas d'incident ou d'accident grave ? Comment les hôpitaux déjà sur le pied de guerre et surchargés pourront-ils prendre en charge la population et les travailleurs si un accident industriel survenait ? Quand l'épidémie viendra à toucher une majeure partie de nos industries, qui sera là pour mettre en sécurité celles-ci ?

Est-ce absolument nécessaire de mettre en danger des milliers de personnes ?

Nous avons encore la possibilité d'arrêter un processus qui nous mène à la catastrophe !

Nous demandons :

- L'arrêt immédiat et la mise en sécurité immédiate de toutes les industries non essentielles et utiles à la nation, dont le fonctionnement ne fait qu'amplifier le risque de contamination et le risque de catastrophe industrielle majeure ! Vous êtes responsables de ce risque et serez comptables des victimes de votre politique.
- Le maintien à 100% des salaires pendant la période de crise, pris en charge par les employeurs et non la collectivité nationale qui devra rembourser par ses impôts les centaines de milliards déjà annoncés d'aide aux employeurs.
- L'interdiction de sanction envers les travailleurs
- Le dépistage systématique du COVID-19, pour tous les salariés qui travaillent dans les industries retenues comme essentielles

Nous ne doutons pas, que vous mettrez tout en œuvre pour assurer la sécurité de nos sites, de leurs salariés et de la population. Il devient urgent que le confinement soit respecté dans sa totalité si nous voulons éradiquer la propagation du virus. Les services hospitaliers ont assez de travail sans en rajouter : le confinement doit l'être aussi pour les salariés de nos industries, industries non vitales aux besoins essentiels de la vie.

Nous sommes dans l'attente d'une réponse de votre part dans la journée. Salutations.

Michaël CORGIER

Référent Régional FNIC-CGT